

29.11 .2002

**ARRANGEMENT ADMINISTRATIF RELATIF AUX MODALITÉS D'APPLICATION DE LA
CONVENTION ENTRE LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE EN
MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE**

En application de l'article 36 de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Slovaque en matière de sécurité sociale, signée le 23 mai 2002, à Bratislava, les autorités compétentes ont arrêté, d'un commun accord, les dispositions suivantes:

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er

Définitions

Paragraphe 1er. Aux fins de l'application du présent arrangement administratif

- a) le terme cc convention » désigne la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Slovaque en matière de sécurité sociale, signée à Bratislava le 23 mai 2002;
- b) le terme cc arrangement » désigne le présent arrangement administratif .

Paragraphe 2. Les termes utilisés dans le présent arrangement ont la signification qui leur est attribuée à l'article 1er de la convention.

Article 2

Organismes de liaison

Paragraphe 1er. Pour l'application de la convention les organismes de liaison désignés à l'article 37 de la convention peuvent communiquer directement entre eux ainsi qu'avec les personnes intéressées ou leurs mandataires.

Paragraphe 2. Les organismes de liaison arrêtent d'un commun accord les procédures communes et les formulaires nécessaires pour l'application de la convention et du présent arrangement.

Article 3

Institutions compétentes

Pour l'application des législations visées au paragraphe 1er de l'article 2 de la convention, sont désignées comme institutions compétentes:

A. Pour la République Slovaque:

- a) En ce qui concerne l'assurance maladie-maternité
 1. pour les prestations en espèces -Caisse d'assurance sociale ;
 2. pour les prestations en nature -Caisse de maladie afférente ;
- b) En ce qui concerne les pensions d'invalidité, de vieillesse, de décès
Caisse d'assurance sociale ;
- c) En ce qui concerne les accidents de travail et maladies professionnelles

1. pour les prestations en espèces -Caisse d'assurance sociale ;

2. pour les prestations en nature -Caisse de maladie afférente ;

d) En ce qui concerne le chômage

Administration nationale du travail ;

e) En ce qui concerne les prestations familiales

Administration régionale du lieu de résidence ou de séjour de l'intéressé.

B. Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

a) En ce qui concerne l'assurance maladie-maternité :

l'Union des caisses de maladie

les Caisses de maladie ;

b) En ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles :

l'Association d'assurance contre les accidents ;

c) En ce qui concerne les pensions de vieillesse, d'invalidité et de survie :

les Caisses de pension ;

en ce qui concerne la détermination du degré d'invalidité :

le Contrôle médicale de la sécurité sociale ;

d) En ce qui concerne les prestations de chômage :

l'Administration de l'emploi ;

e) En ce qui concerne les prestations familiales :

la Caisse nationale des prestations familiales ;

f) Pour l'application de l'article 5 de la convention :

le Centre commun de la sécurité sociale.

Article 4

Demande d'admission à l'assurance facultative continuée

Aux fins de l'application de l'article 5 de la convention, l'institution compétente de la Partie contractante qui est saisie d'une demande d'admission à l'assurance continuée, peut s'adresser, directement ou par l'intermédiaire des organismes de liaison, à l'institution compétente de l'autre Partie contractante pour demander une attestation des périodes d'assurance accomplies sous la législation de cette Partie.

TITRE II

DISPOSITIONS DETERMINANT LA LEGISLATION APPLICABLE

Article 5

Attestation concernant la législation applicable

Paragraphe 1er. Dans les cas visés à l'article 9 de la convention, l'institution de la Partie contractante dont la législation est applicable délivre au travailleur, à la demande de celui-ci ou de l'employeur, un certificat attestant qu'il reste soumis à cette législation. Le certificat indique la période du détachement sur le territoire de l'autre Partie contractante. Les membres de la famille qui accompagnent le

travailleur sont également mentionnés sur ce certificat.

Le certificat est établi,

a) lorsque la législation luxembourgeoise est applicable,

par le Centre commun de la sécurité sociale;

b) lorsque la législation slovaque est applicable,

par la caisse d'assurance sociale.

Paragraphe 2. L'institution désignée au paragraphe 1er, remet un exemplaire validé du certificat au travailleur et à l'employeur. Les travailleurs doivent conserver le certificat pendant leur séjour sur le territoire de l'autre Partie contractante pour le présenter, si nécessaire, à l'institution compétente de cette Partie contractante.

L'institution d'une Partie contractante qui délivre le certificat visé au paragraphe 1er en adresse une copie à l'institution compétente de l'autre Partie contractante.

Paragraphe 3. En cas de cessation anticipée de la période visée au paragraphe 1er initialement prévue, le travailleur ou l'employeur doit en informer l'institution de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le travailleur a été détaché par l'intermédiaire de l'institution qui a délivré le certificat.

Article 6

Prolongation

Paragraphe 1er. L'accord prévu au point a) de l'article 9 de la convention en cas de prolongation au delà de la période de douze mois, doit être demandé par le travailleur ou l'employeur à l'institution de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le travailleur est détaché, avant l'expiration de la période initialement autorisée.

Paragraphe 2. Cet accord est délivré moyennant certificat de prolongation de détachement qui est communiqué au travailleur, à l'employeur et à l'institution de l'autre Partie contractante.

Article 7

Dérogations

Les demandes concernant les exceptions visées à l'article 11 de la convention sont à adresser aux autorités compétentes respectives.

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIERES

CHAPITRE PREMIER

MALADIE ET MATERNITE

Article 8

Attestation de périodes d'assurance

Pour l'application de l'article 12 de la convention, l'intéressé est tenu de présenter à l'institution compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle il s'est rendu une attestation des périodes d'assurance accomplies en vertu de la législation de l'autre Partie contractante, avant la date de sa dernière entrée sur le territoire de la première Partie contractante. Si l'intéressé ne présente pas ladite attestation, l'institution compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle il s'est rendu demande à l'institution de l'autre Partie contractante d'établir et de lui transmettre l'attestation.

Article 9

Service des prestations en nature en cas de séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie contractante

Pour bénéficier des prestations en nature en vertu du paragraphe 1er de l'article 13 de la convention, l'intéressé est tenu de se procurer un certificat attestant qu'il a droit à ces prestations.

En cas de séjour temporaire au Luxembourg le certificat est à présenter à l'institution du lieu de séjour. En cas de séjour en République Slovaque le certificat est à présenter au fournisseur de soins. Le certificat est à délivrer par l'institution compétente, si possible avant le début du séjour temporaire de l'intéressé. Il indique notamment la durée de la période pendant laquelle ces prestations peuvent être servies. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

Article 10

Service des prestations en espèces en cas de séjour sur le territoire de l'autre Partie contractante

Paragraphe 1er. Pour bénéficier des prestations en espèces, lors du séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie contractante, l'intéressé est tenu de s'adresser endéans les trois jours à l'institution du lieu de séjour, en lui présentant un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant.

Paragraphe 2. L'institution du lieu de séjour communique immédiatement la déclaration d'incapacité de travail à l'institution compétente.

Paragraphe 3. Toutefois, l'institution compétente peut demander à l'institution du lieu de séjour de procéder à un contrôle médical ou administratif supplémentaire.

Paragraphe 4. L'institution compétente verse directement à l'intéressé les prestations en espèces.

Paragraphe 5. Les dispositions de l'article 17 du présent arrangement sont applicables par analogie pour le paiement des prestations en espèces.

Article 11

Service des prestations en nature aux titulaires de pensions ou de rentes

Paragraphe 1er. Pour bénéficier des prestations en nature sur le territoire de la Partie contractante de sa résidence, le titulaire d'une pension ou d'une rente visé au paragraphe 2 de l'article 14 de la convention est tenu de se faire inscrire auprès de l'institution du lieu de sa résidence, en présentant un certificat par lequel l'institution compétente atteste que le titulaire de la pension ou de la rente et les membres de sa famille qui l'accompagnent ont droit aux prestations en nature en vertu de la législation de la Partie contractante débitrice de la pension ou de la rente. L'institution qui a établi le certificat en transmet le double à l'institution de l'autre Partie contractante.

Paragraphe 2. L'institution du lieu de résidence notifie à l'institution qui a délivré le certificat prévu au paragraphe 1er toute inscription à laquelle elle a procédé.

Paragraphe 3. L'institution qui a établi le certificat prévu au paragraphe 1er notifie à l'institution de l'autre Partie contractante la fin du droit aux prestations en nature du titulaire d'une pension ou d'une rente.

Article 12

Service des prestations en nature aux membres de la famille

Paragraphe 1er. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu du paragraphe 1er de l'article 15 de la convention, les membres de la famille sont tenus de se faire inscrire auprès de l'institution du lieu de leur résidence, en présentant:

a) un certificat délivré par l'institution compétente et attestant l'existence du droit aux prestations en nature; ce certificat est valable aussi longtemps que l'institution compétente n'a pas notifié son annulation à l'institution du lieu de résidence,

b) les pièces justificatives normalement exigées par la législation de la Partie contractante de résidence pour l'octroi des prestations en nature aux membres de la famille.

Paragraphe 2. L'institution du lieu de résidence fait connaître à l'institution compétente si les membres de la famille ont droit ou non aux prestations en vertu de la législation qu'elle applique.

Article 13

Renouvellement de prestations en nature

Pour l'application de l'article 17 de la convention, la personne concernée est tenue de fournir à l'institution compétente de la Partie contractante sous la législation de laquelle elle demande l'octroi de prestations en nature, les renseignements nécessaires relatifs aux prestations en nature accordées antérieurement sous la législation de l'autre Partie contractante. Si l'institution compétente l'estime nécessaire, elle peut s'adresser, directement ou par l'intermédiaire des organismes de liaison, à l'institution compétente de l'autre Partie contractante pour demander des renseignements relatifs aux prestations en nature accordées antérieurement. .

CHAPITRE DEUX

INVALIDITE, VIEILLESSE ET DECES

Article 14

Introduction des demandes de pension

Paragraphe 1er. Pour bénéficier des prestations en vertu des dispositions du titre III, chapitre deux de la convention le requérant est tenu d'adresser, moyennant un formulaire prévu à cet effet, une demande à l'institution compétente du lieu de sa résidence selon les modalités déterminées par la législation du pays de résidence.

Paragraphe 2. Si, au moment de l'introduction de la demande, aucune période d'assurance n'a été accomplie sous la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le requérant réside, la demande doit être présentée à l'organisme de liaison de cette Partie qui la transmet sans délai à l'organisme de liaison de l'autre Partie contractante.

Article 15

Instruction des demandes de pension

Paragraphe 1er. Les institutions compétentes des deux Parties contractantes se transmettent sans délai, par l'intermédiaire des organismes de liaison et moyennant un formulaire de transmission conçu à cet effet, les demandes ainsi que tout autre document disponible qui peut être nécessaire pour l'instruction de la demande. Chaque institution compétente transmet également un certificat attestant les périodes d'assurance accomplies sous sa législation à l'institution compétente de l'autre Partie contractante.

Paragraphe 2. Avant la transmission visée au paragraphe qui précède, l'institution compétente de la Partie contractante à laquelle une demande de prestations a été adressée, inscrit sur la demande la date d'entrée et atteste l'exactitude des données personnelles. Cette attestation tient lieu de transmission de pièces justificatives.

Article 16

Notification des décisions

Chaque institution compétente détermine les droits du requérant d'après les dispositions des articles 23 ou 24 de la convention et notifie à l'intéressé la décision afférente avec indication des voies et délais de recours tout en transmettant en même temps une copie à l'institution compétente de l'autre Partie contractante.

Article 17

Paiement des pensions

Paragraphe 1er. Les pensions à charge d'une institution de l'une des Parties contractantes sont payées directement au bénéficiaire résidant sur le territoire de l'autre Partie contractante aux échéances prévues par la législation que cette institution applique.

Paragraphe 2. Le paiement se fait conformément à l'article 44 de la convention sans aucune déduction pour frais d'administration pouvant être encourus aux fins du paiement de cette prestation. Toutefois, les frais bancaires sont à charge du titulaire de pension.

Article 18

Statistiques

Les organismes de liaison échangent des statistiques annuelles sur le nombre des pensions versées dans l'autre Partie contractante ainsi que sur le montant afférent.

CHAPITRE TROIS

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Article 19

Service des prestations

Paragraphe 1er. Les dispositions du présent arrangement relatives aux prestations en nature de l'assurance maladie sont applicables par analogie au service des prestations en nature de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles.

Paragraphe 2. Les dispositions du présent arrangement relatives aux prestations en espèces de l'assurance maladie sont applicables par analogie au service des prestations en espèces de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, à l'exception des rentes.

Paragraphe 3. Les dispositions de l'article 17 du présent arrangement sont applicables par analogie pour le paiement des prestations en espèces.

Article 20

Détermination du taux d'incapacité de travail

Aux fins de la détermination du taux d'incapacité de travail dans le cas visé à l'article 27 de la convention l'intéressé est tenu de fournir à l'institution compétente de la Partie contractante sous la législation de laquelle l'accident du travail ou la maladie professionnelle est survenu, les renseignements nécessaires relatifs aux accidents du travail ou maladies professionnelles survenus antérieurement sous la législation de l'autre Partie contractante quel que soit le degré de l'incapacité provoquée par ces cas. Si ladite institution l'estime nécessaire, elle peut se documenter sur ces cas auprès de la ou des institutions qui ont été compétentes pour en assurer le dédommagement.

Article 21

Remboursement entre institutions

En cas d'application du paragraphe 3 de l'article 25 de la convention, le montant effectif des prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe 1er de l'article 25, est remboursé par l'institution compétente à l'institution qui a servi lesdites prestations, tel qu'il ressort de la comptabilité de cette dernière institution.

CHAPITRE QUATRE

PRESTATIONS FAMILIALES

Article 22

Attestation concernant la totalisation des périodes d'assurance ou de résidence

Aux fins de l'article 30 de la convention, l'institution compétente de la Partie contractante qui est

saisie d'une demande de prestations familiales peut s'adresser, directement ou par l'intermédiaire des organismes de liaison, à l'institution compétente de l'autre Partie contractante pour demander une attestation des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation de cette Partie contractante.

CHAPITRE CINQ

CHOMAGE

Article 23

Attestation concernant la totalisation des périodes d'assurance

Paragraphe 1er. Pour bénéficier des dispositions des paragraphes 1 à 3 de l'article 33 de la convention, l'intéressé présente à l'institution compétente une attestation des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie contractante. Si l'intéressé n'est pas en mesure de présenter l'attestation requise, l'institution compétente s'adresse à l'institution de l'autre Partie contractante pour l'obtenir.

Paragraphe 2. L'institution qui établit l'attestation y indique, le cas échéant :

- a) aux fins de l'application du paragraphe 4 de l'article 33 de la convention, la période pendant laquelle des prestations de chômage ont été accordées au titre de la législation qu'elle applique,
- b) aux fins de l'application de l'article 34 de la convention, le nombre des membres de famille à charge du requérant.

TITRE IV -DISPOSITIONS DIVERSES

Article 24

Contrôle administratif et médical

Paragraphe 1er. Le contrôle administratif et médical des bénéficiaires de prestations de l'une des Parties contractantes résidant sur le territoire de l'autre Partie contractante est effectué à la demande de l'institution compétente par les soins de l'institution du lieu de résidence, selon les modalités prévues par la législation que cette dernière institution applique.

Paragraphe 2. Sur demande d'une institution compétente de l'une des Parties contractantes, l'institution compétente de l'autre Partie contractante communique gratuitement toute information d'ordre médical et toute documentation en sa possession relatives à l'invalidité du requérant ou du bénéficiaire de prestations.

Paragraphe 3. Les institutions compétentes conservent toutefois le droit de faire procéder à l'examen de l'intéressé par un médecin de leur choix.

Article 25

Remboursement entre institutions

Paragraphe 1er. Les frais résultant des examens médicaux, des déplacements des médecins et des enquêtes administratives ou médicales nécessaires à l'exercice du contrôle administratif ou médical sont à la charge de l'institution qui effectue le contrôle.

Paragraphe 2. Les organismes de liaison des deux Parties contractantes peuvent, avec l'accord des autorités compétentes respectives, convenir que les frais visés au paragraphe précédent seront remboursés par l'institution qui a demandé le contrôle.

Article 26

Echange d'informations

Paragraphe 1er. Les bénéficiaires de prestations accordées au titre de la législation de l'une des Parties contractantes qui résident sur le territoire de l'autre Partie contractante communiquent à

l'institution compétente, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes de liaison, tout changement concernant leur situation personnelle ou familiale, leur état de santé, leur capacité de travail, leurs revenus ainsi que toute autre circonstance susceptibles d'influencer leurs droits ou obligations au regard des législations mentionnées à l'article 2 de la convention et au regard des dispositions de la convention.

Paragraphe 2. Les institutions se communiquent, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes de liaison tout renseignement analogue dont elles auraient connaissance.

Article 27

Reprise du paiement d'une prestation

Lorsque, après suspension d'une prestation, l'intéressé recouvre son droit à prestation alors qu'il réside sur le territoire de l'autre Partie contractante, les institutions compétentes échangent les renseignements indispensables en vue de la reprise du paiement de la prestation.

Article 28

Entrée en vigueur et durée

Le présent arrangement entre en vigueur à la même date que la convention et a la même durée.

Fait à le en double exemplaire, chacun en langues française et slovaque, les deux textes faisant également foi.

Pour l'autorité compétente

du Grand-Duché de Luxembourg

Pour l'autorité compétente

de la République Slovaque